

De quoi PKP est-il le nom ?

Jean-Philippe Warren

Numéro 780, septembre–octobre 2015

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/78851ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Centre justice et foi

ISSN

0034-3781 (imprimé)

1929-3097 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Warren, J.-P. (2015). De quoi PKP est-il le nom ? *Relations*, (780), 6–7.



L'auteur, sociologue,
est professeur à
l'Université Concordia

De quoi PKP est-il le nom ?

Le fait de nommer le chef du Parti québécois par ses initiales est révélateur de notre manière de concevoir la politique.

Sans compter le conflit récent avec le diffuseur et distributeur Dimédia, qui a privé les clients de la chaîne de nombreux titres québécois et étrangers pendant plusieurs mois. Ce conflit trouvait son origine dans la décision unilatérale de Renaud-Bray de changer les conditions commerciales s'appliquant à Dimédia. La chaîne a maintenant la possibilité d'agir de la sorte sur presque la moitié du marché québécois, ce qui constitue à n'en point douter un pouvoir énorme.

Une autre conséquence pourrait être le poids symbolique encore plus grand qu'aura Renaud-Bray aux yeux des acheteurs de livres québécois. Déjà, pour un grand nombre d'entre eux, la bannière jaune et noire est quasi-synonyme de librairie. Ils risqueront de choisir indifféremment entre Renaud-Bray et les librairies indépendantes, d'autant que la chaîne occupe souvent une position géographique privilégiée par rapport aux secondes. Ce n'est pas le cas de toutes les structures de marché où quelques grosses chaînes côtoient un grand nombre de petits commerces indépendants. Par exemple, l'achat d'aliments dans un supermarché ne participe pas de la même logique économique et alimentaire que la fréquentation de la petite boulangerie du coin. Le même consommateur peut potentiellement fréquenter les deux types de commerces pour des raisons différentes.

À terme, c'est donc la diversité de l'offre qui risque de pâtir de la position dominante de Renaud-Bray, un enjeu d'autant plus préoccupant qu'une librairie n'est pas un commerce comme un autre, mais bien un acteur culturel de proximité crucial pour la diffusion du savoir et des créations québécoises. ●

JEAN-PHILIPPE WARREN

Tout – ou presque – a été dit sur Pierre Karl Péladeau. On a affirmé qu'il est l'homme de la dernière chance pour les souverainistes, un dangereux magnat d'extrême-droite, un grand intellectuel et un « voyou ».

Je vais m'en tenir ici à un aspect plus trivial du personnage, aspect qui n'en demeure pas moins révélateur. Il s'agit du fait qu'on l'appelle familièrement PKP – le « K » étant apparu pendant ses études secondaires à Stanislas, collègue privé d'Outremont, et non durant ses études en philosophie à l'Université Paris VIII, comme on le suppose d'ordinaire. Ce n'est pas complètement anodin. Même Paul Desmarais junior n'a pas eu droit à ce traitement. Pas plus que Paul Martin fils.

On sait que la mode des initiales est apparue dans les quotidiens aux États-Unis durant la période de l'entre-deux guerres. C'était plus succinct et ça évitait de faire des fautes. Une autre raison s'est ajoutée à cela : l'homonymie. C'est ainsi que, pour le distinguer de son oncle par alliance, Theodore Roosevelt, on préférait écrire FDR plutôt que Franklin Delano Roosevelt tout au long.

Pour faire plus court et lever toute ambiguïté par rapport à son père qui occupe déjà une place dans l'imaginaire collectif, Pierre Karl Péladeau est donc communément appelé PKP. Ces trois lettres indiquent qu'il est l'enfant d'une lignée, d'une famille, dont il est l'héritier. Être ainsi désigné trahit aussi un certain vedettariat, mais avec cette familiarité que l'on a pour des gens que l'on connaît par leurs surnoms. Le

sobriquet sonne également, disons-le, comme l'acronyme d'une compagnie. Comme s'il était lui-même une entreprise cotée en bourse à côté d'IBM, IGA ou TVA.

Certes, les trois lettres du surnom de Pierre Karl Péladeau ne font pas un programme, mais elles font déjà une personnalité et, à l'heure actuelle, c'est principalement ce qu'on réclame d'un politicien pour le nommer chef d'un parti. Les partisans du PQ sont invités à vivre leur « moment PKP ».

Tout comme pour le patronyme Trudeau, dont on parle ouvertement comme d'une marque de commerce, il s'agit ici, avec le nom de famille Péladeau, d'embrasser un héritage et de communier à un emblème. PKP, cela symbolise également tout à la fois le Québec inc. et la médiacratie, sorte d'alliance prophétique entre *Le Banquier* et *Star Académie*.

On a dit que PKP est le Berlusconi du Québec. Il y a aussi chez lui, de façon certes lointaine, quelque chose de Donald Trump, le fils d'un flamboyant spéculateur de New York. Le milliardaire américain a su profiter de sa fortune et de la notoriété que lui procure son émission télévisuelle *The Apprentice* pour séduire une portion de l'électorat républicain, qui préfère comprendre le monde en noir et blanc et s'accrocher aux hommes providentiels. Ce que l'électeur moyen voit en Trump, c'est quelqu'un qui « parle vrai » et qui sait comment chacun peut réussir car lui-même a réussi.

PKP n'est pas Trump. Néanmoins, le parcours des deux hommes trahit une même dérive du paysage politique contemporain. Que ce soit en Italie, en France ou aux États-Unis, non seu-



lement la politique est devenue un spectacle où dominent les faiseurs d'images, mais l'économisme a envahi la politique au point où un premier ministre doit paraître avant tout

comme un bon gestionnaire qui s'occupe des « vraies affaires ». Tout cela sur fond d'un conservatisme culturel qui remplace la morale de la sollicitude par la morale du fort, c'est-à-dire de « l'homme blanc chrétien ».

PKP: trois lettres qui en disent long sur notre inaptitude à penser les problèmes de notre temps en dehors des slogans et des acronymes. ●

Le « printemps guatémaltèque » ?

D'importantes mobilisations secouent le pays gangrené par la corruption.

MARIE-DOMINIK LANGLOIS

Depuis le mois d'avril 2015, le Guatemala connaît d'importantes mobilisations citoyennes en réaction à des scandales de corruption impliquant de nombreux hauts dirigeants politiques, dont la vice-présidente, Roxana Baldetti, et le président, Otto Pérez Molina. Celui-ci a perdu son immunité et a été poussé à la démission, le 2 septembre dernier, quatre jours avant le premier tour des élections en cours.

Ces scandales ont été dévoilés par le Ministère public et par la Commission internationale contre l'impunité au Guatemala (CICIG). Leur travail commun a révélé que depuis la signature des Accords de paix, en 1996, qui ont mis fin au conflit armé interne ayant débuté en 1960, on assiste à l'émergence de nouveaux acteurs issus de la classe politico-militaire. Imbriqués dans l'appareil étatique au sein de groupes ayant des activités criminelles, ces derniers jouissent d'un haut degré de pouvoir et d'impunité.

Le Parti patriote du président déchu, par exemple, est largement composé d'ex-militaires ayant été actifs lors de la guerre civile – notamment dans les services de renseignement. Par ailleurs, plusieurs ministres et membres du personnel proches du président durent démissionner au printemps 2015, après avoir été pointés du doigt par les récentes enquêtes du duo Ministère public / CICIG. En dépit de fortes réticences et à cause de la pression exercée par les États-Unis, l'ex-président Pérez Molina avait néanmoins renouvelé le mandat de la Commission.

Ainsi, depuis avril 2015, et pour la première fois depuis la période de la

L'auteure, étudiante à la maîtrise en science politique à l'UQAM, a travaillé pour plusieurs organisations de droits humains, notamment au Guatemala ces deux dernières années

L'école publique forme les citoyens.
Il faut la soutenir collectivement.



— ALLIANCE
DES PROFESSEURES
ET PROFESSEURS
DE MONTREAL —

